



United Nations
Economic Commission for Africa
Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Les Mouvements Migratoires en Afrique

Gouvernance des Migrations

Octobre 2017

Projet de Rapport

Préparé pour

La Réunion consultative régionale africaine sur le Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière

Remerciements

Ce rapport sur *la Gouvernance Migratoire* a été initié par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) en tant que document de base, en appui à la Réunion Consultative régionale Africaine sur le Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière.

Le rapport dans l'ensemble a été produit sous la houlette de Mme Thokozile Ruzvidzo, Directrice de la Division de la Politique de Développement Social à la Commission Economique pour l'Afrique (CEA).

Le rapport a été préparé par Hein de Haas (consultant principal) ; Il comprend également les idées provenant des rapports sous-région aux préparés par Papa Demba Fall (Afrique de l'Ouest), Pierre Kamdem (Afrique centrale), Caroline Wanjiku Kihato (Afrique australe), David Gakere Ndegwa (Afrique de l'Est) et Ayman Zohry (Afrique du Nord).

William Muhwava, Chef de la Section de la population et de la jeunesse, Division de la politique de développement social (SDPD) de la CEA, a assuré le leadership technique, les orientations de fond et la supervision dans la préparation du rapport. L'équipe du rapport était également composée de Gideon Rutaremwa et Mamusa Siyunyi de la Section de la population et de la jeunesse, SDPD, CEA.

copie non-éditée (version provisoire)

Introduction

La gouvernance des migrations signifie le recueil des lois, politiques et pratiques nationales, enrichies par des normes régionales et internationales pertinentes et un cadre international de coopération dont les États ont besoin pour gérer efficacement les flux migratoires. Il s'agit de programmes nationaux en matière de migration, qui portent sur l'entrée, la sortie, le séjour et le retour des non-nationaux, qui opèrent en parallèle avec un certain nombre d'accords bilatéraux, régionaux et intergouvernementaux. Bien qu'en grande partie, la gouvernance des migrations relève entièrement de la compétence des états, la Déclaration de New York (GCM) évoque la nécessité et le désir des états pour une plus grande coopération internationale.

L'analyse de la gouvernance des migrations africaines ignorent souvent le rôle des gouvernements africains à focaliser leur attention sur les actions des pays d'Europe et d'autres pays de "destination" pour gérer la migration africaine. Cela est symptomatique d'un débat sur les migrations qui est souvent dominé par les intérêts et les préoccupations des pays d'Europe et d'autres gouvernements occidentaux. Comme nous l'avons vu, cette distorsion est problématique, parce que la plupart des migrations ont lieu à l'intérieur du continent, et de nombreux pays africains sont d'importants pays de destination à part entière. Cette distorsion est liée à la couverture médiatique faite de la 'migration par bateau' dans la Méditerranée, qui a commencé avec l'introduction autour de 1991, de visa pour les citoyens du Maghreb par l'Espagne et l'Italie, et un quart de siècle de tentatives par les gouvernements européens en vue d'obtenir la collaboration des pays africains pour empêcher la sortie et le transit des migrants potentiels et des demandeurs d'asile. Bien que les restrictions migratoires et les contrôles aux frontières mis en place par les États européens de destination - parfois en collaboration avec les états de 'transit' et d'origine d'Afrique du Nord et de l'Ouest (Collyer 2016 ; Infantino 2010 ; Lutterbeck 2006) - ont reçu une grande attention, le rôle majeur des Etats africains dans l'élaboration des processus migratoires a reçu beaucoup moins d'attention (Flahaux et De Haas 2016). Cela illustre la nécessité d'aller au-delà des préoccupations habituelles sur

- (1) Les migrations africaines vers l'Europe, parce que *la plupart des Africains se déplacent à l'intérieur du continent* et l'on note une migration substantielle vers d'autres régions telles que les pays du Golfe, d'Amérique du Nord et la Chine ;
- (2) La "migration par bateau" non-autorisée, parce que la majorité des Africains émigrer légalement et la principale source des migrations non autorisées est que les gens 'vont au-delà de la durée de validité de leur visa ; et
- (3) L'émigration des africains, parce que beaucoup de pays africains ont été en eux-mêmes d'importantes destinations, principalement pour d'autres Africains, mais également de plus en plus pour les migrants en provenance de la Chine, d'Europe et d'ailleurs.

Les pays africains poursuivre leurs propres politiques en matière d'immigration dans le but d'influencer la sélection de l'immigration et de l'émigration en accordant aux migrants l'accès à des droits particuliers ou, inversement, leur privant de ces droits, augmentant ainsi leur vulnérabilité aux abus et à l'exploitation sur les marchés du travail. Dans un effort afin de trouver une perspective équilibrée, l'analyse ci-après donne un aperçu des façons dont les pays africains et non africains ont traité la question de la gouvernance des migrations africaines, et comment cela a façonné et affecté les tendances et les caractéristiques de la migration des africains.

Politiques d'immigration des Pays africains

De façon générale, et à quelques exceptions près, les politiques d'immigration des gouvernements africains sont plutôt restrictives, comme cela s'est illustré par des régimes de visas stricts, les restrictions autour de l'établissement et des emplois légaux pour les ressortissants étrangers et l'accès difficile - voire impossible aux droits à la citoyenneté (Fall 2017; Kamdem 2017; Kihato 2017; Ndegwa 2017; Zohry 2017). La décolonisation a marqué une phase de la formation de l'Etat, période au cours de laquelle les États africains nouvellement créés et leur gouvernement ont tenté d'instaurer un sentiment d'unité nationale dans des sociétés multiculturelles, ce qui a souvent créé des tensions internes considérables et s'est régulièrement transformé en conflits violents (cf. Davidson, 1992). Cela a fréquemment augmenté l'envie chez les dirigeants des États nouvellement créés d'affirmer la souveraineté nationale par l'introduction de restrictions à l'immigration et les contrôles aux frontières et de dépeindre les immigrants comme une menace à la souveraineté, à la sécurité et à l'homogénéité ethnique ou à la stabilité, afin de rallier le soutien politique (cf. Vigneswaran et Quirk 2015).

En particulier lorsque les gouvernements ont entrepris un plan politique et économique plus protectionniste, cela a souvent coïncidé avec l'augmentation des restrictions à l'immigration et le nationalisme. Cela a également créé une tendance à exclure les étrangers de l'accès à la pleine citoyenneté ou même à la résidence permanente. Dans ce contexte, les gouvernements africains ont fréquemment recours à des déportations. Adepoju (2001), on a dénombré entre 1958 et 1996, 23 expulsions en masse de migrants menées par 16 différents États africains. Les tensions politiques et les conflits militaires ont souvent entraîné la fermeture de plusieurs frontières entre les états hostiles, tels qu'entre l'Afrique du Sud et les Etats de la 'Ligne de front' (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) dans le cadre de la lutte anti-apartheid et entre le Maroc et l'Algérie dans le cadre du différend autour du Sahara occidental.

L'observation antérieure selon laquelle les taux de migration d'Afrique ont été plutôt stagnants peut donc s'expliquer en partie par le fait que les états de l'Afrique post-coloniale ont maintenu des régimes d'immigration plutôt restrictifs. Ceci est corroboré par une analyse récente des données globales sur les visa de voyage entre 1973 et 2013, qui a montré que de nombreux pays africains maintiennent certaines politiques de visa les plus restrictives au monde (Czaika, de Haas et Villares-Varela 2017; Flahaux et De Haas 2016).

Afin d'estimer l'effet restrictif de la politique, nous avons calculé la *restriction de visa d'entrée*, qui est le pourcentage d'étrangers qui ont besoin d'un visa pour aller dans ces pays¹. L'analyse a montré que l'Afrique est la région du monde qui a les niveaux les plus élevés de restriction de visas. Au cours des dernières décennies, cette restriction de visas d'entrée a été effectivement à la hausse en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique centrale. L'Afrique du Nord montre un modèle mixte, avec la Libye et l'Algérie montrant de plus en plus de restrictions, et le Maroc et l'Égypte avec des

¹ La valeur des mesures restrictives d'entrée est donc 1 si les ressortissants étrangers de tous les pays doivent avoir un visa de voyage, 0,5 si les ressortissants de la moitié des pays du monde doivent avoir un visa de voyage, et 0 si les étrangers de toutes nationalités sont exonérés de visa. Pour plus de précisions sur la méthode utilisée, voir Flahaux et De Haas 2016 et Czaika, de Haas, et Villares-Varela 2017.

régimes relativement stable, avec des régimes de visas d'entrée comparativement libéraux. L'Afrique du Sud est la seule région dans laquelle les niveaux de restriction de visa ont diminué depuis les années 90, ce qui semble être lié à la fin du régime de l'apartheid, et l'assouplissement des relations tendues avec les Etats de la Ligne de front' (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe).

La figure 23 montre qu'en moyenne, les pays africains imposent un degré presque aussi élevé de restrictions de voyage (environ 80%) pour les autres citoyens africains, comparativement aux citoyens des autres régions du monde. En Afrique, plusieurs organisations régionales et d'autres organisations ont été créées dans le but de supprimer les barrières au commerce et à la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes. Bien que les organisations régionales telles que la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ont introduit des règles pour la libre circulation des ressortissants entre leurs États membres, et bien que leurs pays membres sont signataires de divers traités internationaux pertinents, la mise en œuvre intégrale, en particulier avec le droit de s'installer et de travailler n'est toujours que partielle et fait face à de nombreux obstacles au niveau de la mise en œuvre au plan national (Fall 2017; Kamdem 2017; Kihato 2017; Ndegwa 2017).

copie non-éditée (version 2017)

Figure 23. Caractère restrictif de visa d'entrée des pays africains, par origine

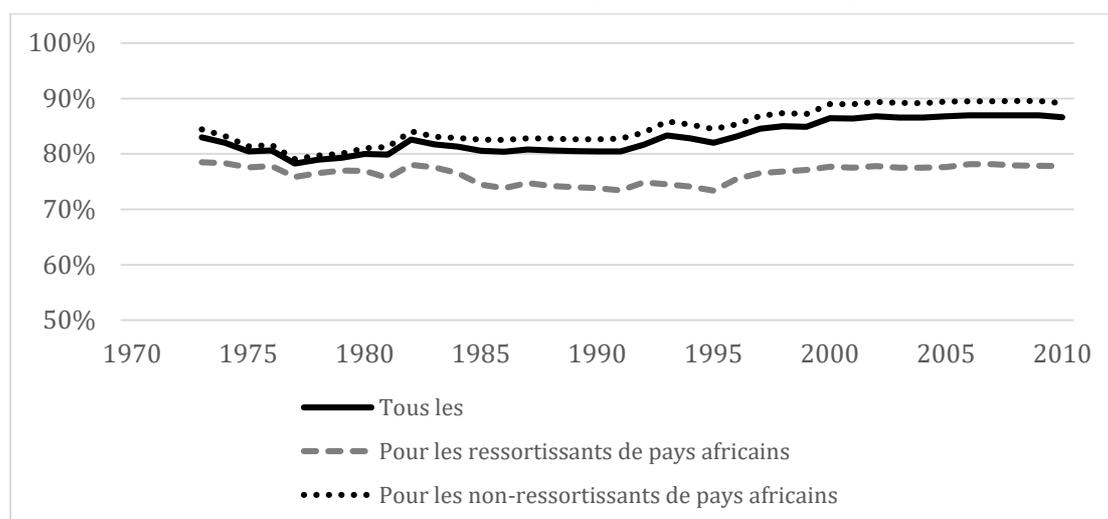


Figure 24. Caractère restrictif de visa d'entrée pour les ressortissants africains, par région de destination

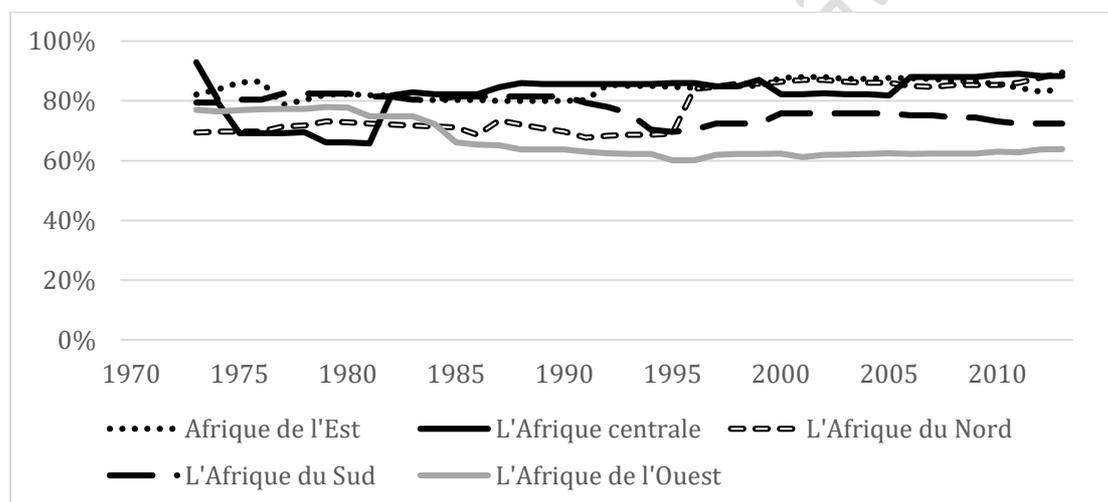
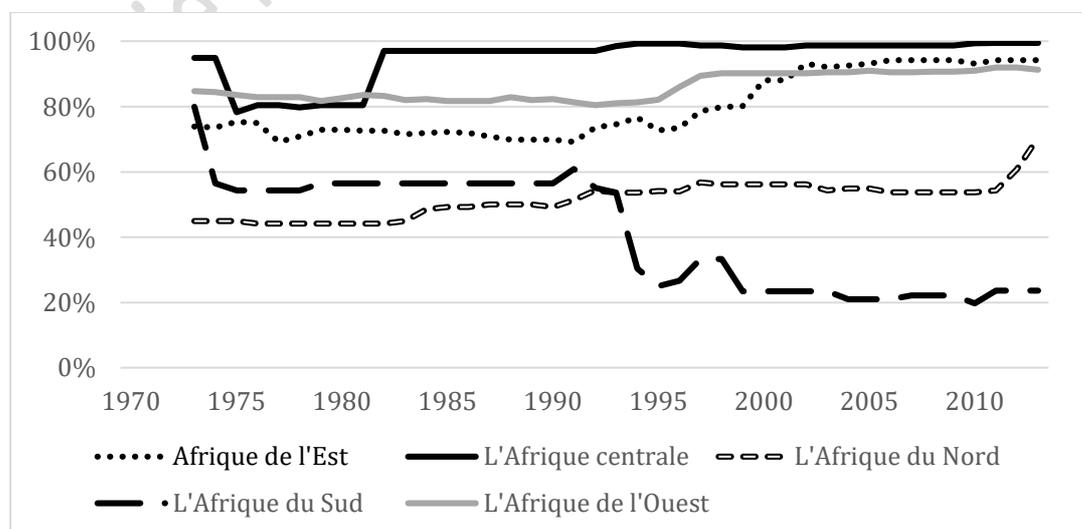
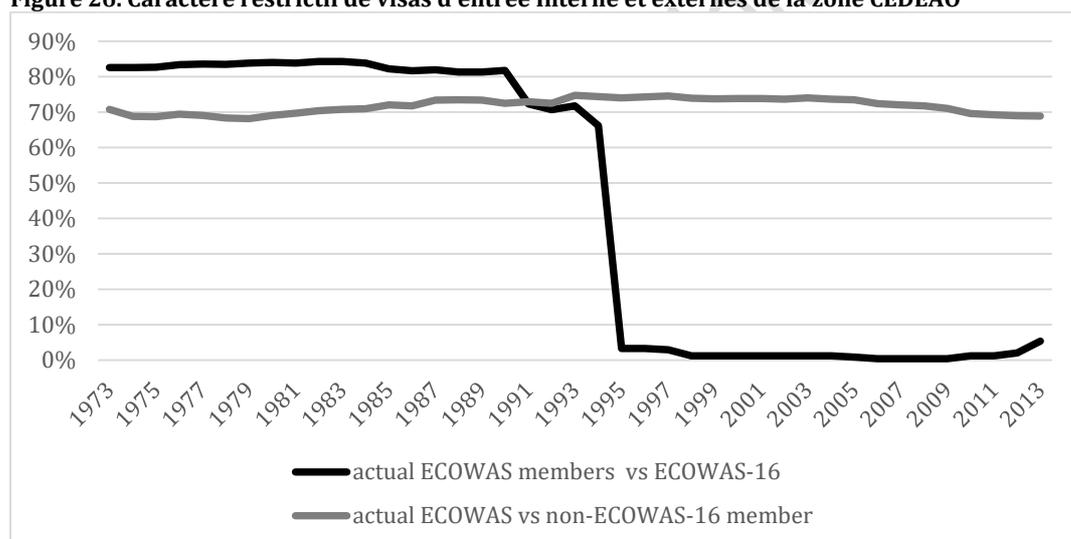


Figure 25. Caractère restrictif de visa d'entrée des pays africains pour les ressortissants des pays de l'OCDE



Pour la CEDEAO, la figure 26 indique que le voyage gratuit symbolique a été mis en œuvre au sein du bloc, en particulier depuis 1994, mais que les restrictions pour les autres ressortissants africains sont restées élevées, à des niveaux d'environ 70%. Par exemple, dans la zone CEDEAO, les migrants sont vulnérables au harcèlement, à l'extorsion et à la corruption par les gardes-frontières et d'autres agents du gouvernement (Akopari, 2000 : 77). Bien que la CEDEAO a été relativement le bloc régional qui a fait le plus d'avancées en termes d'établissement de la libre circulation, en dépit des problèmes persistants au niveau de la mise en œuvre (Fall 2017), la vision de la libre circulation intrarégionale de la SADC, de la CAE et d'autres organisations régionales n'est pas encore devenu réalité (Kamdem 2017; Kihato 2017; Ndegwa 2017). Par exemple, l'Afrique du Sud pose toujours des restrictions sur la migration en provenance des autres États de la SADC, malgré l'existence du Projet de protocole de grande envergure de la SADC, 1995, sur la libre circulation (Oucho et Crush 2001). Comme l'ont indiqué les rapports sous-régionaux, la plupart des pays africains sont signataires d'importantes conventions internationales protégeant les droits des migrants et des réfugiés, mais le principal obstacle est le manque d'application sur le terrain (Fall 2017; Kamdem 2017; Kihato 2017; Ndegwa 2017; Zohry 2017). Et même au sein de la CEDEAO, la mise en œuvre laisse encore beaucoup à désirer. (Fall 2017).

Figure 26. Caractère restrictif de visas d'entrée Interne et externes de la zone CEDEAO

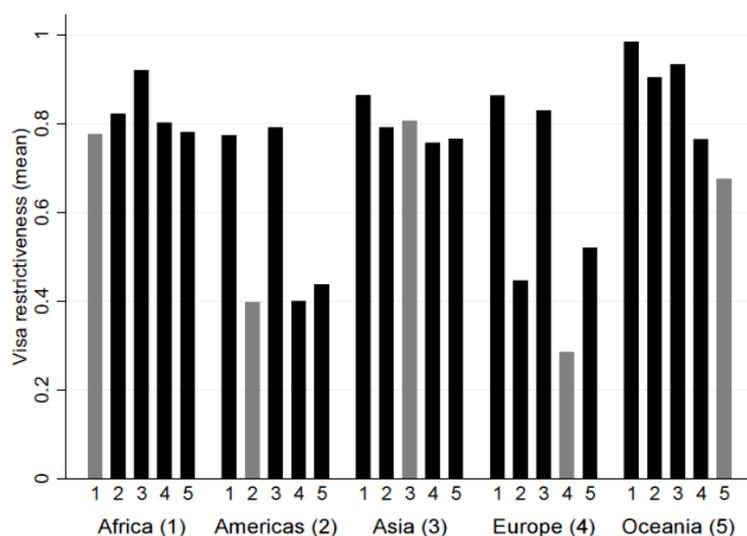


Source : Base de données DEMIG VISA, voir Flahaux et de Haas 2016

Puisque Kihato (2017) a fait observer que les politiques migratoires régionales au sein de la SADC sont principalement motivées par le bilatéralisme dans la négociation des conditions d'obtention de visa, les accords de travail (comme entre l'Afrique du Sud et le Lesotho, le Mozambique et le Swaziland) et la migration non autorisée (Malawi-Mozambique, Afrique du Sud-Mozambique, Afrique du Sud-Mozambique-Swaziland Afrique du Sud-Lesotho) (Kihato 2017). Cette approche bilatérale entraîne un manque de coordination et d'harmonisation entre les agences de gestion des frontières, la duplication des services, et une gestion inefficace générale de la mobilité à travers les frontières régionales (Kihato 2017). En Afrique centrale, les politiques d'immigration sont particulièrement restrictives, et la gouvernance de la migration dans la région est touchée par l'autoritarisme politique ainsi qu'un climat social plutôt hostile envers les migrants Kamdem (2017).

Dans l'ensemble, cela terni quelque peu les images stéréotypées de l'Afrique en tant que continent à 'frontières poreuses' ou en tant que région dans laquelle la plupart des migrations obtiendraient des dimensions désordonnée. Bien que de nombreuses frontières africaines puissent être relativement faciles à traverser, en particulier lorsque les mesures coercitives des Etats sont faibles, d'autres frontières africaines ne sont pas du tout faciles à traverser et peuvent être lourdement militarisées, comme c'est le cas en Afrique du Nord. En outre, comme c'est le cas en Europe et ailleurs, les contrôles en matière d'immigration sont devenus de plus en plus 'interne', par l'exclusion des migrants non autorisés, des droits sociaux, économiques et politiques, ou en les soumettant à des actes de harcèlement, de violence et de discrimination. En fait, à quelques exceptions près, l'Afrique est caractérisée par des régimes d'immigration plutôt stricts et un manque de structures juridiques pour encourager leur intégration et naturalisation et de protéger les migrants contre les mauvais traitements (Fall 2017; Kamdem 2017; Kihato 2017; Ndegwa 2017; Zohry 2017).

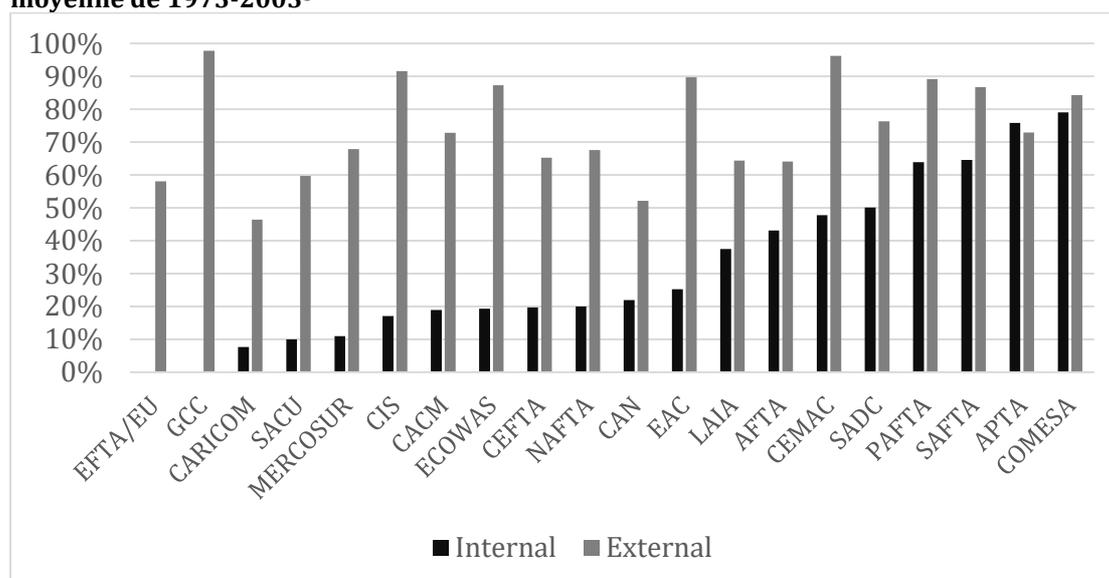
Figure 27 Caractère restrictif de visa d'entrée à l'intérieur et entre les régions du monde ²



Source : Czaika, de Haas et Villares-Varela (2017) sur la base des données de DEMIG VISA.

² Les Barres grises indiquent les restrictions de visa inter-régional, alors que les barres noires indiquent les taux respectifs par rapport aux ressortissants des autres continents.

Figure 28. Caractère restrictif de visa d'entrée interne ou Interne des blocs régionaux, moyenne de 1973-2003³



Source : Czaika, de Haas et Villares-Varela (2017) sur la base des données DEMIG VISA.

Il y a eu une vague de "discours" d'autochtonie dans une grande partie de l'Afrique, ce qui révélerait une politisation accrue de la migration (Mitchell 2012), tout à fait en parallèle à la montée des discours anti-immigrés en Europe (Fall 2017, Kihato 2017). Peut-être paradoxalement, la montée de l'autochtonie et les discours xénophobes en Afrique subsaharienne, ont obtenu une grande force de mobilisation politique depuis le lancement des processus de démocratisation au début des années 1990 (Geschiere 2005). Dans plusieurs pays, il semble y avoir un durcissement des attitudes anti-migrants, comme en Afrique du Sud (Dodson et Crush 2015 ; Kihato 2017), en Côte d'Ivoire (Mitchell 2012), au Kenya (envers les réfugiés somaliens), ou en Libye depuis que Gaddafi, a commencé par prendre pour boucs émissaires les travailleurs de l'Afrique sub-saharienne, comme stratégie visant à obtenir le soutien politique, et où ils ont été l'objet de violence systématique et de détention arbitraire depuis au moins le début des années 2000 (Hamood, 2006 ; Pliez, 2005).

La plupart des pays africains se caractérisent par une faible protection des droits des migrants, et comme partout ailleurs dans le monde, les migrants sont souvent des boucs émissaires et dans le passé, des déportations en masse ont lieu régulièrement, particulièrement en temps de crise économique (Castles, de Haas et Miller 2014). Dans l'Afrique du Sud post-apartheid, l'exclusion ethnique et de race continue de définir les phénomènes de la ségrégation (Kihato 2017) urbaine (Vigneswaran et Quirk 2015), et "l'indigénéité" est souvent le seul moyen pour obtenir des ressources et des emplois stables (Neocosmos 2008). Aussi les minorités ethniques, telles que les libanais au Ghana (Akyeampong, 2006) et en Sierra Leone (Van Hear, 1998) ou les Mandingues au Libéria (Konneh 1996), ont eu du mal pour obtenir la pleine reconnaissance comme citoyens politique à part entière et actifs dans un contexte plus large de ferveur de l'idéologie nationale. En dépit de l'existence de zones dans lesquelles il y a théoriquement

³ Ce graphique montre la différence relative à l'ouverture de visa d'entrée entre les membres et non-membres des blocs régionaux, basé sur la moyenne de 1973-2003. Une grande différence entre l'ouverture de visa interne et externe, indique un haut degré d'ouverture interne qui coïncide avec un haut degré de fermeture externe. AFTA : Zone de libre-échange de l'ASEAN ; CACM : Marché commun d'Amérique centrale ; CAN : Communauté andine, CEMAC ; Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique centrale ; CAE : communauté de l'Afrique de l'Est ; ALADI : Association latino-américaine d'intégration

la liberté de circulation, ces droits ne sont pas toujours protégés, et particulièrement en temps de crise économique, les migrants sont souvent des boucs émissaires.

En général, il est très difficile pour les immigrants d'avoir accès aux droits de résidence et seuls quelques pays africains accordent aux migrants le droit à la nationalité dans leur constitutions et autres législations, même pour les enfants apatrides nés sur leur territoire (Manby 2016). Cela peut conduire à l'exclusion de plusieurs générations des droits de résidence et de citoyenneté, parfois pour des raisons politiques, comme c'est le cas pour les Palestiniens, les réfugiés somaliens et soudanais en Egypte et leurs descendants en l'Égypte (Al-Sharmani 2003; El Abed 2003; Grabska 2005; Zohry et Harrell-Bond 2003). De nombreux pays ne disposent pas de politiques relatives aux réfugiés, et tous ne sont pas partie à la Convention de Genève de 1951. Il y a peu de lois nationales relatives au droit d'asile et elles restent souvent imprécises et discrétionnaires.

Les gouvernements nationaux ainsi que les organisations internationales telles que le HCR éprouvent souvent des difficultés à s'accommoder avec la nature de facto de plus en plus permanente de l'installation des migrants et des réfugiés. Se basant sur sa recherche sur les réfugiés angolais qui se sont "installés" en Zambie, Bakewell (2008c), par exemple a observé que ceux qui sont considérés comme des réfugiés rapatriés par le gouvernement et les organes des Nations Unies, se considèrent comme des villageois à la recherche de meilleures conditions de vie, et donc préfèrent généralement rester, même après la fin du conflit. Dans certains cas, cela a conduit les gouvernements à accepter de telles réalités. Au Maroc, par exemple, le Roi Mohammed VI a entrepris une campagne de légalisation des migrants et des réfugiés non autorisés (Cherti and Collyer 2015; Natter 2013; Zohry 2017), et aussi le gouvernement ougandais a accordé aux réfugiés, des droits économiques plus étendus.

Politiques d'émigration et de sortie des Etats africains

Les attitudes des Etats africains face à l'émigration de leurs propres citoyens ont souvent été ambiguës. D'une part, ils voient souvent l'émigration comme une source potentielle d'envoi de fonds et une soupape de sécurité politico-économique'. D'autre part, ils le considèrent souvent comme une cause potentielle de "fuite des cerveaux", une dépendance unilatérale sur les envois de fonds et une source potentielle d'instabilité politique et de violence sous la forme d'activisme politique de la Diaspora. Dans le contexte de la formation de l'état post-colonial, le sentiment anti-colonial, le renforcement du nationalisme, la xénophobie et le protectionnisme, ont obligé plusieurs gouvernements africains à contrôler, limiter ou décourager activement l'émigration de leurs propres populations, parallèlement aux mesures visant à restreindre et à contrôler strictement l'immigration des étrangers, comme ce fut le cas dans l'Algérie post-indépendance (Miller, 1979 ; Natter 2014 ; Samers, 1997), l'Égypte sous Nasser (Choucri, 1977 ; Sell 1988), et l'Éthiopie sous les régimes du DERG (Fernandez 2011), qui a vu l'émigration (et l'immigration) sans entrave comme mettant en danger les intérêts nationaux.

D'autres gouvernements africains, en particulier ceux qui adhèrent aux modèles économiques plus libérales et avec une orientation politique pro-occidentale, ont encouragé l'émigration des travailleurs, principalement parce qu'ils le considèrent comme une soupape de sécurité politico-économique, qui pourrait générer des envois de fonds, réduire le chômage et la pauvreté, et diminuer la pression pour des réformes politiques. Ces considérations ont été l'un des principaux facteurs dans la collaboration

active du Maroc et de la Tunisie, avec le recrutement de travailleurs pour les industries européennes à partir des années 1960 (Bel Hadj Zekri 2004 ; Berriane 2014), la migration des travailleurs du Sénégal et du Mali vers la France, en Egypte (Sous Sadat), un programme d'exportation de la main d'œuvre en masse vers les pays du golfe, à partir des années 1970 (Zohry et Harrell-Bond 2003) et l'apparition beaucoup plus récente de l'Etat éthiopien comme un 'courtier' dans la migration des travailleurs domestiques vers les pays du Golfe (Fernandez 2011), ou la coopération de plusieurs gouvernements d'Afrique de l'Ouest avec la migration vers la Libye dans les années 1990 et 2000 (Bredeloup et pliez 2005 ; Pliez, 2005).

Cependant, au cours des dernières décennies, il semble avoir une tendance générale vers l'ouverture sous l'influence d'un processus plus général de libéralisation politique et économique, ce qui a rendu généralement plus difficile de priver les citoyens du droit de circulation. Bien que l'émigration de personnes qualifiées soulève toujours des préoccupations, notamment dans le secteur des soins de santé, la plupart des gouvernements africains ont abandonné les tentatives du passé visant à arrêter l'émigration et ont plutôt élaboré des politiques visant à maintenir des liens avec la population des émigrants et encourager les envois de fonds, les investissements et la circulation ou le retour des migrants (cf. Fall 2017; Kamdem 2017; Manuh 2005; Ndegwa 2017; Zohry 2017). En 2008⁴, environ 20% des pays africains ont maintenu une certaine forme de visa de sortie (Czaika de Haas et Villares-Varela, 2017), qui est encore assez élevé par rapport aux normes internationales.

Politiques d'immigration et contrôle des frontières par les pays européens

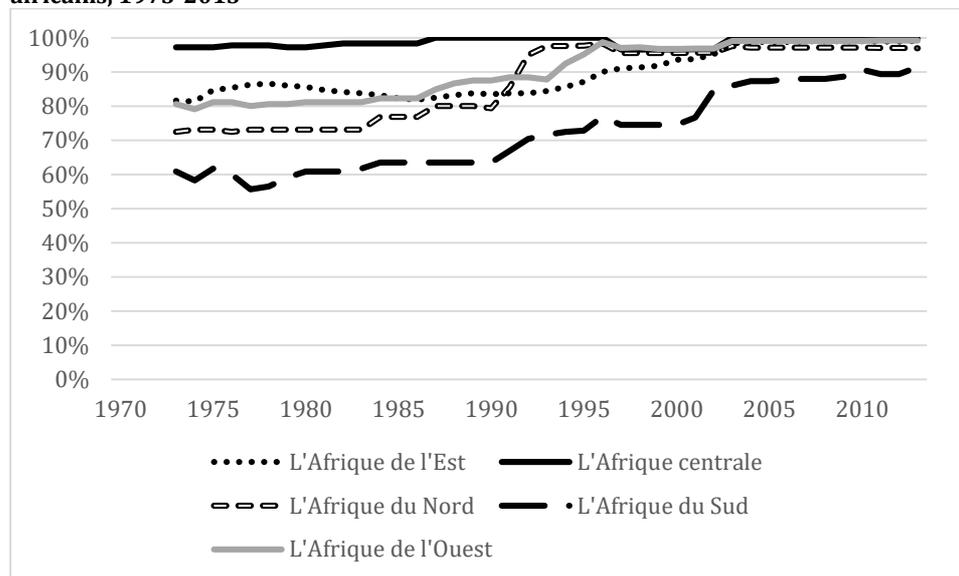
Dans les pays de destination européenne, dans les années 1960 et 1970, les citoyens des pays du Maghreb et plusieurs autres pays africains d'origine ont connu des restrictions relativement faibles face à l'immigration, et jusqu'en 1991 beaucoup n'ont pas besoin d'un visa pour entrer les pays du sud de l'Europe. A cause d'une telle liberté de circulation, de nombreux Marocains, Tunisiens et autres africains tels que les sénégalais devraient souvent migrer vers l'Europe dans des manœuvres généralement en cercles (Heinemeijer et al. 1977 ; Toma et Castagnone 2015). En partie motivé par l'imposition de règles de visa Schengen commune en Europe, maitnenat, presque tous les citoyens africains doivent avoir de visas pour voyager en Europe. Ceci est illustré par l'analyse des données de visa depuis 1973, qui montre que les niveaux de "restriction de visa de sortie" sont relativement élevés en Afrique et clairement augmentent de plus en plus dans la plupart des pays qui ont bénéficié de niveaux relativement élevés d'opportunités de voyage sans visa dans les années 1970, tels que le Kenya, l'Ouganda, la Namibie, le Botswana et la Tunisie, et dans une certaine mesure pour des pays comme le Maroc, l'Egypte, le Ghana et le Sénégal. L'Afrique du Sud est l'une des rares exceptions où des restrictions de visa pour voyager à l'étranger ont diminué (Czaika de Haas et Villares-Varela, 2017).

La figure 29 montre que presque tous les citoyens africains font face maintenant à la restriction de voyage pour se rendre dans les pays de l'OCDE, et la figure 30 indique que la fermeture des frontières ouvertes des anciens pays colonisateurs a joué un rôle majeur dans ce sens. Le schéma de la figure 31. Indique que, de concert avec l'Asie du Sud, les Africains font face aux restrictions de voyage les plus stricts pour passer dans d'autres pays dans le monde, avec les citoyens des pays de l'Afrique centrale et du Nord-Est qui

⁴ Les données les plus récentes ne sont malheureusement pas disponibles.

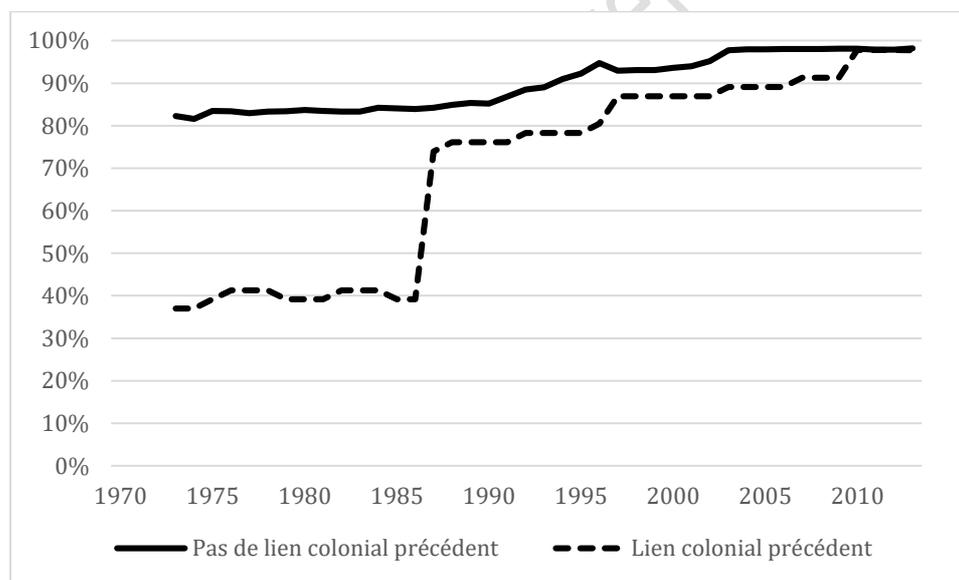
font face aux restrictions les plus strictes. Cela reflète les restrictions générales par rapport à l'immigration légale et à l'établissement des Africains à l'étranger.

Figure 29. Moyenne des restrictions de visa d'entrée vers les pays de l'OCDE pour les ressortissants africains, 1973-2013



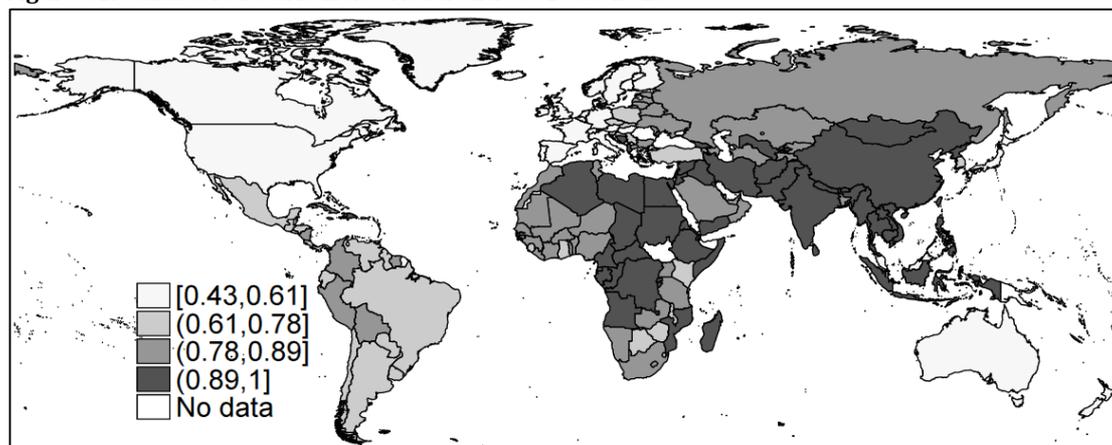
Source : Base de données DEMIG VISA.

Figure 30. Moyenne des restrictions de visa d'entrée vers les pays de l'OCDE pour les ressortissants africains par type de lien, 1973-2013



Source : Base de données DEMIG VISA.

Figure 31. Caractère restrictif des visa d'entrée⁵ 2003-2013



Source : Czaika, de Haas et Villares-Varela (2017) sur la base des données DEMIG VISA.

En réponse partielle au resserrement des politiques de visa et d'immigration par les pays européens, il y a eu une augmentation de la migration non autorisée à travers les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord vers l'Europe, tels qu'à partir de l'Afrique sub-saharienne en passant par la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie et la Libye (Farrag, 1999:74) ou à partir de la Corne de l'Afrique vers la région du Golfe. Une telle migrations de transit" est une source de tension considérable. Depuis 1990, les gouvernements européens ont fait pression sur les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pour contrôler leurs frontières et à lutter contre la migration irrégulière. D'une part, cela a conduit à l'accroissement de la collaboration dans les contrôles aux frontières communes et des politiques de réadmission, en particulier avec les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, généralement en échange des enveloppes d'aides, des programmes de migration temporaire, ou la levée des sanctions (dans le cas de la Libye sous Gaddafi) (Collyer 2016 ; El Qadim 2007 ; Lutterbeck, 2006 ; Paoletti 2010 ; Pian 2010).

D'autre part, ceux d'origine et de transit sont souvent réticents à jouer pleinement le rôle de garde-frontière de l'Europe, ce qui s'est par exemple exprimé à travers lukewarm ou la collaboration irrégulière avec les politiques de contrôle des frontières et de leur réticence à se conformer aux politiques de réadmission des ressortissants de pays tiers. Plusieurs gouvernements africains peuvent adopter une stratégie dans laquelle ils utilisent la question des migrations comme un atout dans la négociation de l'aide, les relations économiques et les quotas d'immigrants. Dans le même temps, les gouvernements africains ont peu d'intérêt réel lié à l'arrêt de la migration de transit des ressortissant de "pays tiers" et l'émigration de leurs propres citoyens, afin de ne pas nuire aux relations avec d'autres gouvernements africains, et parce que pour de nombreux pays, l'émigration représente un potentiel de développement considérable sous formes de transferts de fonds, et des connaissances, les idées et les compétences que leurs citoyens peuvent acquérir à l'étranger.

Dans les pays d'Europe du sud comme l'Espagne, l'Italie et Malte, la montée des préoccupations publiques et politiques sur la migration irrégulière de l'Afrique ont conduit à une augmentation de contrôle aux frontières terrestres et maritimes par les pays de l'UE depuis la fin des années 90. Au lieu d'arrêter la migration, cela a plutôt conduit à une réorientation géographique et à la diversification générale des points de passage terrestres et maritimes vers des endroits à l'est du détroit de Gibraltar, l'Algérie,

⁵ Cette mesure reflète la facilité de voyages pour les citoyens de chaque pays en termes de pourcentage de pays dans lesquels ils peuvent entrer sans visa.

la Libye et la Tunisie. L'accroissement des mesures de contrôle aux frontières au début des années 2000, sur la route de la Méditerranée centrale a entraîné une réorientation partielle du point de passage de l'Afrique de l'Ouest vers les îles Canaries (de Haas, 2007a). En réaction, Frontex, l'agence de contrôle des frontières de l'UE et les pays à titre individuel ont également commencé à patrouiller le long des côtes du Sénégal et de la Mauritanie dans le milieu des années 2000. En raison des soulèvements liés au "Printemps arabe" de 2011 en Tunisie et en Libye, il y a eu une hausse temporaire de la migration trans-Méditerranée par bateau (principalement par les tunisiens) à partir de la côte tunisienne.

Après un ralentissement, la guerre civile en Syrie et une recrudescence de la violence dans les différents pays africains a provoqué une autre augmentation de la migration trans-Méditerranée par bateau, à partir de 2015, dans laquelle le renforcement des contrôles le long de la frontière entre la Turquie et le Grèce, ainsi qu'en Europe centrale et orientale ainsi que le durcissement des politiques à l'égard des réfugiés par les pays de l'Afrique du Nord a conduit à un accroissement des migrations méditerranéennes, en particulier à partir de la côte libyenne. Le principal effet du renforcement des patrouilles aux frontières a donc été le détournement des voies de migration par voie terrestre et maritime, par laquelle les migrants sont obligés de suivre des itinéraires plus longues et plus dangereuses (itinéraires Brachet 2012 ; Mechliniski 2010).

L'efficacité des politiques migratoires et de contrôles aux frontières

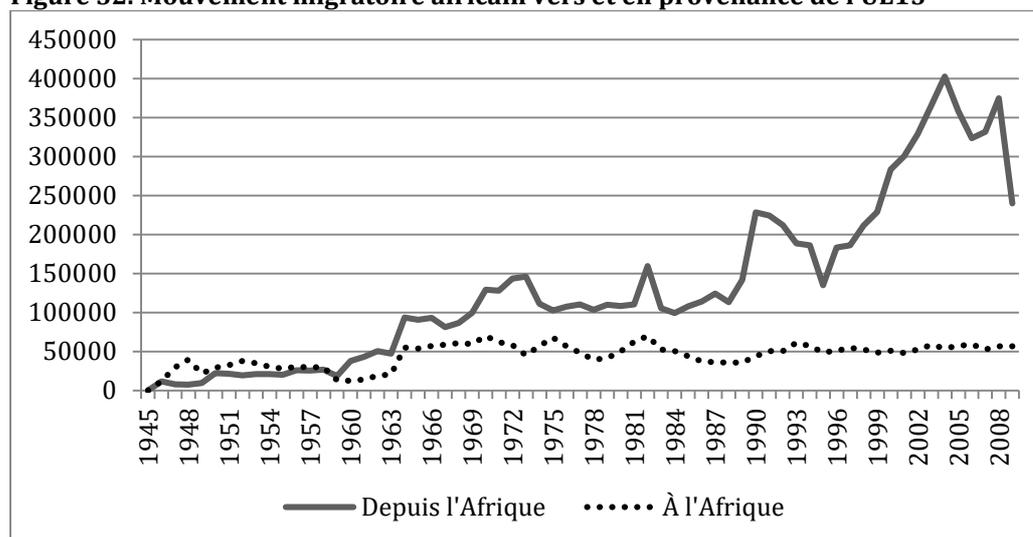
L'histoire de 25 ans de contrôles aux frontières de la Méditerranée illustre les dilemmes fondamentaux auxquels les gouvernements des pays d'origine, de transit et de destination font face dans le contrôle de la migration. Bien que les restrictions en matière d'immigration, les contrôles frontaliers réduisent généralement les flux aux points de passage ciblés, ils ont tendance à avoir des conséquences imprévues qui peuvent compromettre en partie leur objectif à long terme, notamment par la réorientation de la migration et poussant (autorisée ou non) les migrants vers l'établissement permanent (Czaika et Haas 2016). L'augmentation de la migration clandestine par bateau est une conséquence directe de l'introduction de l'obligation de visa et des restrictions d'immigration pour les Nord-africains. La diversification des voies de migration maritimes et terrestres (saharienne), la dépendance croissante des migrants et des réfugiés sur les passeurs, et le nombre important de morts (Crawley et al. 2016 a), a été la conséquence de l'augmentation de la patrouille aux frontières et les tentatives de "repousser" les migrants.

De telles restrictions ont également poussé les migrants légaux à annuler les plans de retour et à rester, et a encouragé les visiteurs temporaires à rester après expiration de leurs visas. Cela représente aussi pour les gouvernements des pays africains de transit et d'origine, un dilemme fondamental de politique, puisque pour eux l'émigration a été une soupape de sécurité politique et économique, tandis que l'argent envoyé par les migrants sont une source importante de devises et contribuent de manière significative aux niveaux de vie dans les régions d'origine. Par conséquent, pour les gouvernements africains, la collaboration générale avec des politiques de réadmission peut représenter un risque politique vis-à-vis de leurs administrés (en cas d'expulsion de leurs propres citoyens) ainsi qu'un risque diplomatique vis-à-vis des gouvernements d'autres pays africains (en cas de réadmission et d'expulsion de citoyens d'autres pays africains).

Il y a des preuves substantielles que le renforcement des restrictions à l'immigration et l'imposition d'une obligation de visa pour les citoyens africains ont interrompu la circulation et encouragé les travailleurs migrants à s'installer de façon permanente, ce qui a déclenché par la suite, d'importants mouvements migratoires secondaires dans le cadre

du regroupement familial (de Haas 2014b ; De Mas 1991 ; Flahaux 2014). Une récente étude statistique des données sur les flux bilatéraux, à travers le monde ; montre qu'en moyenne, les restrictions peuvent réduire le retour d'environ le même taux que l'immigration (Czaika et Haas 2016). En utilisant les données de DEMIG C2C, la figure 32 montre que si l'immigration légale de l'Afrique vers les pays européens a augmenté, le niveau de retour est demeuré stable. Le fait que les taux de retour ont particulièrement diminué depuis le début des années 1990 semble confirmer l'idée que les restrictions en matière de migration ont poussé les migrants vers l'établissement à long terme ou permanent.

Figure 32. Mouvement migratoire africain vers et en provenance de l'UE15⁶



Source : Base de données DEMIG C2C, Institut international pour la migration (International Migration Institute), University of Oxford

L'intervention du gouvernement semble être relativement efficace dans la prévention ou l'établissement de liens initiaux en matière de migration. Cependant, une fois que les communautés s'installent au point de destination, les réseaux ont tendance à amener en partie la migration à s'auto-perpétuer, puisque les migrants commencent à auto-organiser la migration des membres de la famille et de la communauté (de Haas, 2010c). Cette dynamique de réseau explique également en partie l'expansion des diasporas de réfugiés Somaliens, Éthiopiens et Érythréens dans les pays africains voisins, en Europe et en Amérique du Nord au cours des dernières décennies (Lindley 2009 ; Ndegwa 2017).

Dès que les réseaux sont en place et tant que les causes conjoncturelles de la migration persistent, les restrictions liées à la migration et les contrôles frontaliers n'ont pas tant mis fin à la migration, mais ont plutôt tendance à entraîner un certain nombre d'effets ou de principe de substitution qui tendent à limiter ou baisser l'efficacité des politiques de contrôles migratoires en (1) détournant la migration à travers d'autres itinéraires et destinations géographiques (substitution spatiale) ou à travers (2) d'autres canaux légaux et non autorisés (*substitution catégorique*), (3) en déclenchant "maintenant ou jamais" des vagues de migration en prévision de restrictions (*substitution inter-temporelle*) et (4) en décourageant le retour et la circulation sans interruption (*Substitution en flux inversé*) (de Haas 2011). Ces effets montrent la nécessité d'une bonne

⁶ Les pays de l'UE15 sont : Belgique, Allemagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Royaume-Uni, Grèce, Espagne, Portugal, Autriche, Finlande, Suède. Ces pays constituaient l'UE avant d'être élargi en 2004.

conception de politiques et exposer les dilemmes politiques fondamentales, par exemple la difficulté de concilier les objectifs politiques de la réduction de l'immigration tout en encourageant la circulation. Cela souligne également la capacité limitée des gouvernements à contrôler les migrations et la nécessité que les politiques soient ancrées dans une profonde compréhension des causes profondes développementales de la migration. Après tout, l'inefficacité ou l'échec de la politique migratoire s'explique généralement par une incompréhension ou le refus de prendre en considération les façons complexes et souvent paradoxales dont les facteurs sociaux, économiques et politiques influent sur l'immigration, surtout de façon indirecte, mais des moyens puissants, qui se situent généralement bien au-delà de la portée des politiques migratoires.

Conclusions

La gouvernance de la migration est complexe, avec des règlements qui s'étendent à l'échelle internationale, régionale et nationale. Les groupes consultatifs régionaux ont reconnu que la dynamique de la migration entre les différents pays et régions de la planète étaient uniques et ont appelé à des principes réglementaires et des réponses variées.

Sur les questions de respect et de réciprocité, les États africains ont fait remarquer que l'agenda de la migration est en ce moment influencé par les pays occidentaux qui imposent leur gouvernance et cadres réglementaires au pays africains. Du moment où les africains ne dictent pas comment les européens gèrent leurs frontières, nous souhaiterions demander le même respect et la réciprocité dans la détermination de la nôtre.

La principale priorité pour l'Afrique est comment assurer une gestion efficace globale, régionale et bilatérale des migrations entre les pays africains d'origine, de transit et de destination.

Engagements réalisables

La nécessité d'une coopération et d'une gouvernance internationale a été rendue nécessaire par un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, le monde globalisé dans lequel, une connectivité presque instantanée, résultant des médias sociaux, ainsi que des moyens de transport rapide, bon marché, accessibles, même à partir des zones reculées, ont des répercussions directes sur le comportement migratoire. Deuxièmement, les capacités de gestion des migrations dans les pays pauvres en ressources, n'ont pas suivi le rythme de l'augmentation de la migration Sud-Sud ou intra-Afrique.

- Les États doivent harmoniser les politiques migratoires africaines/internes et s'assurer que celles-ci ne soient pas motivées par des intérêts extérieurs, cela nécessiterait la ratification des protocoles des CER et les accords de l'UA.
- Les États doivent renforcer la coopération mondiale le long des voies de migration, y compris avec les pays d'origine, de transit et de destination, de façon à exploiter les avantages pour le développement de la migration et d'intégrer la migration dans l'agenda de développement et les ODD de l'Afrique.
- La migration a des effets positifs en permettant la circulation des connaissances, le commerce, les investissements et les échanges culturels. En tant que telle, la mobilité devrait être considérée comme un catalyseur pour soutenir la mise en œuvre des ODD et l'agenda de développement de l'Afrique. À cet effet, tous les États doivent ratifier la Convention internationale sur les droits de tous les

travailleurs migrants et de leurs familles et mettre en œuvre les instruments régionaux relatifs à la protection des migrants.

- La protection des droits des travailleurs doit inclure le renforcement de la coopération et la gouvernance des avantages liées à la sécurité sociale des migrants et élaborer des normes pour la Transférabilité des prestations et de l'épargne.
- Les États africains doivent renforcer la coopération mondiale autour de la fuite des cerveaux de l'Afrique, notamment la négociation des moyens pour atténuer la perte de compétences dans les pays africains, par exemple, négocier l'indemnisation pour le gain net tirés par l'Occident sur les professionnels africains, l'artisanat et les aptitudes domestiques.
- L'Afrique doit soutenir la circulation de la main-d'œuvre sur le continent. Cependant, cela nécessite le renforcement des droits de l'homme à travers le continent, y compris les droits des travailleurs migrants. Cela peut être fait en encourageant des accords bilatéraux et multilatéraux entre les pays qui soutiennent les programmes d'échange d'étudiants, les programmes de migration circulaire, les régimes de travail temporaires bilatéraux et les initiatives de soutien aux entreprises etc.

Une véritable opportunité s'offre pour renforcer les partenariats entre les pays hôtes et les pays d'origine et les migrants. Cette collaboration tripartite est une importante occasion de créer une interface entre la migration et le développement. Un exemple du pouvoir d'une telle coopération existe entre le Sénégal et la France et les migrants sénégalais en France, dans le cadre du Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD) qui soutient les investissements en matière de développement dans le pays d'origine, mais aussi dans les communautés d'accueil.

References

- Adano, Wario R, Ton Dietz, Karen Witsenburg, and Fred Zaal. 2012. "Climate change, violent conflict and local institutions in Kenya's drylands." *Journal of Peace Research* 49(1):65-80.
- Adepoju, Aderanti. 2001. "Regional Organisations and Intra-Regional Migration in Sub-Saharan Africa: Challenges and Prospects." *International Migration* 39(6):43-59.
- . 2003. "Continuity and Changing Configurations of Migration to and from the Republic of South Africa." *International Migration* 41(1):3-28.
- . 2007. "Creating a borderless West Africa: constraints and prospects for intra-regional migration." *Migration without borders: essays on the free movement of people*:161-74.
- African Immigrants in the United States are the Nation's Most Highly Educated Group. 1999–2000. *The Journal of Blacks in Higher Education* (26):60–61.
- Ahmed, Amira. 2003. "Gender, Forced Migration and Paid Domestic Work: Case studies on refugee women domestic workers in Cairo " in *Dept. of Anthropology MA Thesis*, The American University in Cairo.
- Akokpari, John K. 2000. "Globalisation and migration in Africa." *African Sociological Review* 4(2):72-92.
- Akyeampong, Emmanuel K. 2006. "Race, identity and citizenship in Black Africa: The case of the Lebanese in Ghana." *Africa* 76(3):297-323.
- Al-Sharmani, Mulki. 2003. *Livelihood and identity constructions of Somali refugees in Cairo*. Cairo: American University in Cairo.
- Andres Henao, Luis. 2009. "African immigrants drift toward Latin America." in *Reuters*.
- Annez, Patricia Clarke, and Robert M Buckley. 2009. "Urbanization and growth: Setting the context." *Urbanization and growth* 1:1-45.
- Arthur, J. A. 1991. "International Labor Migration Patterns in West Africa." *African Studies Review* 34 (3):65-87.
- Awumbila, Mariama, Louis Boakye-Yiadom, Eva-Maria Egger, Julie Litchfield, Joseph Kofi Teye, and Collins Yeboah. 2016. *Gains and losses from internal migration: evidence from migrant-sending households in Ghana*: Working Paper 44, Migrating out of Poverty Research Programme Consortium. Brighton: University of Sussex.
- Awumbila, Mariama, Priya Deshingkar, Leander Kandilige, Joseph Kofi Teye, and Mary Setrana. 2017. *Brokerage in migrant domestic work in Ghana: complex social relations and mixed outcomes*. Working Paper 47, Migrating out of Poverty Research Programme Consortium. Brighton: University of Sussex.
- Awumbila, Mariama, Joseph Kofi Teye, and Joseph Awetori Yaro. 2016. "Social networks, migration trajectories and livelihood strategies of migrant domestic and construction workers in Accra, Ghana." *Journal of Asian and African Studies*:1-15.
- Bakewell, O. 2008a. "'Keeping Them in Their Place': the ambivalent relationship between development and migration in Africa." *Third World Quarterly* 29(7):1341-58.
- Bakewell, Oliver. 2008b. "Research Beyond the Categories: The Importance of Policy Irrelevant Research into Forced Migration." *Journal of Refugee Studies* 21(4):432-53.
- Bakewell, Oliver , and Hein de Haas. 2007. "African Migrations: continuities, discontinuities and recent transformations." Pp. 95-118 in *African Alternatives*, edited by L de Haan, U Engel, and P Chabal. Leiden: Brill.
- Bakewell, Oliver , and Gunvor Jónsson. 2011. "Migration, mobility and the African city." Oxford: IMI: International Migration Institute.
- Bakewell, Oliver, and Ayla Bonfiglio. 2013. "Moving Beyond Conflict: Re-framing mobility in the African Great Lakes region." Oxford: University of Oxford, IMI Working Papers series.
- Barros, Lucile, Mehdi Lahlou, Claire Escoffier, Pablo Pumares, and Paolo Ruspini. 2002. "L'immigration Irregulière Subsaharienne à Travers et Vers le Maroc. ." Geneva: ILO.
- Batterbury, Simon. 2001. "Landscapes of diversity: a local political ecology of livelihood diversification in south-western Niger." *Cultural Geographies* 8(4):437-64.

- BBC/MPI. 2010. *Migration and Immigrants Two Years after the Financial Collapse: Where Do We Stand?* London and Washington DC: BBC World Service and Migration Policy Institute
- Beauchemin, C., and B. Schoumaker. 2005. "Migration to cities in Burkina Faso: Does the level of development in sending areas matter?" *World Development* 33(7):1129-52.
- Beauchemin, Cris, and Philippe Bocquier. 2003. "Migration and Urbanization in Francophone West Africa: A review of the recent empirical evidence." *Développement et insertion internationale*.
- Beguy, Donatien, Philippe Bocquier, and Eliya Msiyaphazi Zulu. 2010. "Circular migration patterns and determinants in Nairobi slum settlements." *Demographic Research* 23:549.
- Beine, M., F. Docquier, and Çağlar Özden. 2011. "Diasporas." *Journal of Development Economics* 95(1):30-41.
- Beine, Michel, and Christopher Parsons. 2015. "Climatic Factors as Determinants of International Migration." *The Scandinavian Journal of Economics* 117(2):723-67.
- Bel Hadj Zekri, Abderazak. 2004. "Les politiques migratoires, les institutions compétentes et leur environnement in Tunisie." Florence: Robert Schuman Centre for advanced studies.
- Bell, Martin, Elin Charles-Edwards, Philipp Ueffing, John Stillwell, Marek Kupiszewski, and Dorota Kupiszewska. 2015. "Internal migration and development: comparing migration intensities around the world." *Population and Development Review* 41(1):33-58.
- Bencherifa, Abdellatif. 1996. "Is sedentarization of pastoral nomads causing desertification? The case of the Beni Guil in eastern Morocco." *The North African environment at risk*:117-31.
- Berriane, Johara. 2015. "Sub-Saharan students in Morocco: determinants, everyday life, and future plans of a high-skilled migrant group." *The Journal of North African Studies* 20(4):573-89.
- Berriane, Mohamed. 1997. "Emigration Internationale du Travail et Micro-Urbanisation dans le Rif Oriental: Cas du Centre de Taouima (Région de Nador, Maroc)." Pp. 75-97 in *Migration Internationale et Changements Sociaux dans le Maghreb. Actes du Colloque Internationale du Hammamet, Tunisie (21-25 juin 1993)*. Tunis: Université de Tunis.
- (Ed.). 2014. *Marocains de l'extérieur – 2013*. Rabat: Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger.
- Berriane, Mohamed, Mohammed Aderghal, Mhamed Idrissi Janati, and Johara Berriane. 2010. "New mobilities around Morocco: A case study of the city of Fes." in *Final Report for the MacArthur-Funded Project on "African Perspectives on Human Mobility"*. Oxford/Rabat: International Migration Institute/Université Mohammed V Agdal Rabat.
- Berriane, Mohamed, and Hein de Haas. 2012. *African migrations research : innovative methods and methodologies*. Trenton: Africa World Press.
- Bezu, Sosina, and Stein Holden. 2014. "Are Rural Youth in Ethiopia Abandoning Agriculture?" *World Development* 64:259-72.
- Binaisa, Naluwembe. 2011. "Negotiating 'Belonging' to the Ancestral 'Homeland': Ugandan Refugee Descendants 'Return'." *Mobilities* 6(4):519-34.
- Black, R., D. Kniveton, and K. Schmidt-Verkerk. 2011. "Migration and climate change: towards an integrated assessment of sensitivity." *Environment and Planning A* 43(2):431-50.
- Blaikie, Piers, and H. Brookfield. 1991. *Land Degradation and Society*. London: Routledge.
- Bleibaum, F. . 2009. *Senegal Case Study Report. EACH-FOR Environmental Change and Forced Migration Scenarios*.
- Bloom, David E, David Canning, and Günther Fink. 2008. "Urbanization and the wealth of nations." *Science* 319(5864):772-75.

- Blumenstock, Joshua E. . 2012. "Inferring patterns of internal migration from mobile phone call records: evidence from Rwanda." *Information Technology for Development* 18(2):107-25.
- Bodomo, Adams. 2010. "The African trading community in Guangzhou: An emerging bridge for Africa–China relations." *The China Quarterly* 203:693-707.
- Boersema, Eline, Arjen Leerkes, and Rianne van Os. 2014. "What Drives Soft Deportation? Understanding the Rise in Assisted Voluntary Return in the Netherlands." in *DEMIG conference*. Wolfson College, University of Oxford, 23-25 September 2014.
- Böhning, W. R. 1994. "Helping Migrants to Stay at Home." *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 534:165-77.
- Böhning, W.R., and M.-L. Schloeter-Paredes (Eds.). 1994. *Aid in Place of Migration?* Geneva: The International Labour Office.
- Boserup, E. . 1965. *The conditions of agricultural growth: The economics of Agrarian change under population pressure*. Chicago: Aldine Press.
- Brachet, Julien. 2012. "From one Stage to the Next: Transit and Transport in (Trans) Saharan Migrations." Pp. 109-32 in *African Migrations Research: Innovative Methods and Methodologies*, edited by Mohamed Berriane and Hein de Haas. Trenton, NJ: Africa World Press.
- Brachet, Julien 2005. "Migrants, Transporteurs et Agents d'Etat : Rencontre sur l'Axe Agadez-Sebha." *Autrepart* 36(4):43-62.
- Bredeloup, S. , and O. Pliez. 2005. "Migrations entre les deux rives du Sahara." *Autrepart (special issue on trans-Saharan migration)* 4(36).
- Capps, Randy, Kirsten McCabe, and Michael Fix. 2012. "Diverse streams: African migration to the United States." *Migration Policy Institute: Washington, DC*.
- Carling, J. 2002. "Migration in the age of involuntary immobility: theoretical reflections and Cape Verdean experiences " *Journal of Ethnic and Migration Studies* 28(1):5-42.
- Castles, Stephen, Hein de Haas, and Mark. J. Miller. 2014. *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire and London: MacMillan Pres ltd.
- Cernea, Michael M., and Christopher McDowell (Eds.). 2000. *Risks and Reconstruction: Experiences of Resettlers and Refugees*. Washington DC: World Bank.
- Chen, Mingxing, Hua Zhang, Weidong Liu, and Wenzhong Zhang. 2014. "The Global Pattern of Urbanization and Economic Growth: Evidence from the Last Three Decades." *Plos One* 9(8):e103799.
- Cherti, Myriam, and Michael Collyer. 2015. "Immigration and Pensée d'Etat: Moroccan migration policy changes as transformation of 'geopolitical culture'." *The Journal of North African Studies* 20(4):590-604.
- Choucri, N. . 1977. "The New Migration in the Middle East: A Problem for Whom?" *International Migration Review* 11(4):412-43.
- Christian Aid. 2007. "Human Tide: The Real Migration Crisis." London: Christian Aid.
- Cissé, Daouda. 2013. "South-South migration and Sino-African small traders: a comparative study of Chinese in Senegal and Africans in China." *African Review of Economics and Finance* 5(1):17-28.
- Clemens, M. A. 2014. *Does Development Reduce Migration?* . Washington, DC: Center for Global Development.
- Cohen, Robin. 1987. *The New Helots: Migrants in the international division of labour*. Oxford: Oxford University Press and Oxford Publishing Services.
- Collyer, M. 2005. "When do social networks fail to explain migration? Accounting for the movement of Algerian asylum-seekers to the UK." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 31(4):699-718.
- Collyer, Michael. 2016. "Geopolitics as a migration governance strategy: European Union bilateral relations with Southern Mediterranean countries." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 42(4):606-24.

- Cook, Seth, Jixia Lu, Henry Tugendhat, and Dawit Alemu. 2016. "Chinese Migrants in Africa: Facts and Fictions from the Agri-Food Sector in Ethiopia and Ghana." *World Development* 81:61-70.
- Crawley, H., F. Düvell, N. Sigona, S. McMahon, and K. Jones. 2016a. *Unpacking a rapidly changing scenario: migration flows, routes and trajectories across the Mediterranean*. <http://www.medmig.info/research-brief-01-unpacking-a-rapidly-changing-scenario/>
- Crawley, Heaven, Franck Düvell, Katharine Jones, Simon McMahon, and Nando Sigona. 2016b. "Destination Europe? Understanding the dynamics and drivers of Mediterranean migration in 2015." *MEDMIG Final Report*. www.medmig.info/research-brief-destination-europe.pdf.
- Czaika, Mathias, Hein de Haas, and Maria Villares-Varela. 2017. *The evolution of global travel visa regimes: An analysis based on the DEMIG VISA database*. Oxford: Internattional Migration Institute, University of Oxford.
- Czaika, Mathias, and Hein Haas. 2016. "The effect of visas on migration processes." *International Migration Review*.
- Czaika, Mathias, and Christopher R. Parsons. 2017. "The Gravity of High-Skilled Migration Policies." *Demography* 54(2):603-30.
- Davidson, Basil. 1992. *The Black man's burden : Africa and the curse of the nation-state*. New York: Times Books.
- de Brauw, Alan, Valerie Mueller, and Tassew Woldehanna. 2013. "Does internal migration improve overall well-being in Ethiopia?" *Ethiopia Strategy Support Program II* 55.
- de Bruijn, M. , F. Nyamnjoh, and I. Brinkman (Eds.). 2009. *Mobile Phones: the New Talking Drums of Everyday Africa*. Leiden/Bamenda: African Studies Centre/Langaa.
- de Bruijn, Mirjam, and Han van Dijk. 2003. "Changing population mobility in West Africa: Fulbe pastoralists in Central and South Mali." *African Affairs* 102(407):285-307.
- De Haan, Arjan, Karen Brock, Grace Carswell, Ngolo Coulibaly, Haileyesus Seba, and Kazi Ali Toufique. 2000. *Migration and Livelihoods: Case Studies in Bangladesh, Ethiopia and Mali*. IDS Research Report 46. Brighton, Sussex: Institute of Development Studies.
- de Haan, Arjan, Karen Brock, and Ngolo Coulibaly. 2002. "Migration, Livelihoods and Institutions: Contrasting Patterns of Migration in Mali." *The Journal of Development Studies* 38(5):37-58.
- de Haas, Hein. 1998. "Socio-Economic Transformations and Oasis Agriculture in Southern Morocco." Pp. 65-78 in *Looking at Maps in the Dark: Directions for Geographical Research in Land Management and Sustainable Development in Rural and Urban Environments of the Third World*, edited by Leo de Haan and Piers Blaikie. Utrecht/Amsterdam: KNAG/FRW UvA,
- (Ed.). 2001. *Migration, Agricultural Transformations and Natural Resource Exploitation in the Oases of Morocco and Tunisia*. Amsterdam: University of Amsterdam.
- . 2003. *Migration and Development in Southern Morocco: The Disparate Socio-Economic Impacts of Out-Migration on the Todgha Oasis Valley*. Nijmegen: Radboud University.
- . 2007a. "The Myth of Invasion: Irregular migration from West Africa to the Maghreb and the European Union." Oxford: International Migration Institute, University of Oxford.
- . 2007b. "Turning the tide? Why development will not stop migration." *Development and Change* 38(5):819-41.
- . 2007c. "Between courting and controlling: The Moroccan state and 'its' emigrants." Working Paper No. 54: Centre on Migration, Policy and Society, University of Oxford.
- . 2008. "The Myth of Invasion - The inconvenient realities of African Migration to Europe." *Third World Quarterly* (7):1305-22.
- . 2009. *Mobility and Human Development*. New York: UNDP.
- . 2010a. "Migration and Development: A theoretical perspective." *International Migration Review* 44 (1):227-64.

- . 2010b. *Migration transitions: a theoretical and empirical inquiry into the developmental drivers of international migration*. Oxford: IMI / DEMIG Working Paper No 24, International Migration Institute, University of Oxford.
- . 2010c. "The internal dynamics of migration processes: A theoretical inquiry." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36(10):1587-617.
- . 2014a. *Migration theory: Quo vadis?* IMI/DEMIG working paper no 100. Oxford: International Migration Institute, University of Oxford.
- . 2014b. "Un siècle de migrations marocaines : transformations, transitions et perspectives d'avenir." Pp. 61-92 in *Marocains de l'Extérieur*, edited by Mohamed Berriane. Rabat: Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger.
- de Haas, Hein, Katharina Natter, and Simona Vezzoli. 2016. "Growing restrictiveness or changing selection? The nature and evolution of migration policies." *International Migration Review*.
- de Haas, Hein, and Simona Vezzoli. 2011. "Leaving matters: the nature, evolution and effects of emigration policies " in *IMI Working Paper 34*. Oxford: International Migration Institute.
- De Mas, Paolo. 1991. "Marokkaanse Migratie naar Nederland: Perspectief vanuit de Herkomstgebieden." *Internationale Spectator* xlv(3):110-18.
- De Regt, M. 2010. "Ways to come, ways to leave: Gender, Mobility, and Il/legality among Ethiopian Domestic Workers in Yemen." *Gender & Society* 24(2):237-60.
- Deshingkar, Priya, Rachel Godfrey-Wood, and Christophe Bene. 2013. "Adaptive Social Protection and Migration: The Case of Cash Transfers in Ethiopia, Kenya, Tanzania and Malawi." Falmer, UK: Migrating Out of Poverty Research Programme Consortium.
- Dodson, B. , and J. Crush. 2015. *Migration Governance and Migrant Rights in the Southern African Development Community (SADC): Attempts at Harmonization in a Disharmonious Region*. . Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- Drumtra, J. 2006. "West Africa's Refugee Crisis Spills Across Many Borders." *Migration Information Source* August.
- El Abed, Oroub. 2003. *The Palestinians in Egypt : an investigation of livelihoods and coping strategies*. Cairo: Forced Migration Refugee Studies Program the American University in Cairo.
- El Qadim, Nora 2007. "'Gérer les migrations': Renouveau d'un objet de négociations entre le Maroc et les pays Européens." Geneva: Thèse Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales
- Elder, Sara, Hein de Haas, Marco Principi, and Kerilyn Schewel. 2015. *Youth and rural development: Evidence from 25 school-to-work transition surveys*. Geneva: ILO.
- Erulkar, Annabel S., Tekle-Ab Mekbib, Negussie Simie, and Tsehai Gulema. 2006. "Migration and Vulnerability among Adolescents in Slum Areas of Addis Ababa, Ethiopia." *Journal of Youth Studies* 9(3):361-74.
- Esteban, Mario. 2010. "A Silent Invasion? African Views on the Growing Chinese Presence in Africa: The Case of Equatorial Guinea." *African and Asian Studies* 9(3):232-51.
- Falkingham, Jane, Gloria Chepngeño-Langat, and Maria Evandrou. 2012. "Outward Migration from Large Cities: Are Older Migrants in Nairobi 'Returning'?" *Population, Space and Place* 18(3):327-43.
- Fargues, Philippe 2005. "How Many Migrants from, and to, Mediterranean Countries of the Middle East and North Africa?": CARIM, RSCAS, EUI.
- Farrag, Mayar. 1999. "Emigration dynamics in Egypt." in *Emigration dynamics in developing countries*, edited by R. Appleyard. Aldershot: Ashgate.
- Fernandez, Bina. 2010. "Cheap and disposable? The impact of the global economic crisis on the migration of Ethiopian women domestic workers to the Gulf." *Gender & Development* 18(2):249-62.

- . 2011. "Household Help? Ethiopian Women Domestic Workers' Labor Migration to the Gulf Countries." *Asian and Pacific Migration Journal* 20(3-4):433-57.
- Findley, Sally E. 1994. "Does Drought Increase Migration? A Study of Migration from Rural Mali during the 1983-1985 Drought." *International Migration Review* 28(3):539-53.
- . 2004. "Mali: Seeking Opportunity Abroad." *Migration Information Source* September
- Flahaux, Marie-Laurence. 2014. *The influence of migration policies in Europe on return migration to Senegal*. Oxford: International Migration Institute, University of Oxford, IMI/DEMIG Working Paper 93/19.
- Flahaux, Marie-Laurence, and Hein De Haas. 2016. "African migration: trends, patterns, drivers." *Comparative Migration Studies* 4(1):1-25.
- Foresight. 2011. "Foresight: Migration and Global Environmental Change." London: UK Government Office for Science,.
- Fox, Sean. 2012. "Urbanization as a global historical process: Theory and evidence from sub-Saharan Africa." *Population and Development Review* 38(2):285-310.
- Fratkin, Elliot, and Eric Abella Roth. 2006. *As pastoralists settle: social, health, and economic consequences of the pastoral sedentarization in Marsabit District, Kenya*: Springer Science & Business Media.
- Gamlen, A. 2008. "The emigration state and the modern geopolitical imagination." *Political Geography* 27(8):840-56.
- Geschiere, Peter. 2005. "Autochthony and Citizenship: New Modes in the Struggle over Belonging and Exclusion in Africa." *Forum for Development Studies* 32(2):371-84.
- Geyer, H. S. 2003. "Differential urbanisation in South Africa - A further exploration." *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie* 94(1):89-99.
- Ghosh, Palash R. 2010. "African immigrants gravitating to China." in *International Business Times*.
- Gianninia, A., M. Biasuttia, and et al. 2008. "A climate model-based review of drought in the Sahel: Desertification, the re-greening and climate change " *Global and planetary Change* 64(3-4):119-28.
- Grabska, Katarzyna. 2005. *Living on the margins : the analysis of the livelihood strategies of Sudanese refugees with closed files in Egypt*. Cairo: American University in Cairo.
- Gray, C., and V. Mueller. 2012. "Drought and Population Mobility in Rural Ethiopia." *World Development* 40(1):134-45.
- Gray, Clark L. 2011. "Soil quality and human migration in Kenya and Uganda." *Global Environmental Change* 21(2):421-30.
- Gubhaju, B., and G. F. De Jong. 2009. "Individual versus Household Migration Decision Rules: Gender and Marital Status Differences in Intentions to Migrate in South Africa." *International Migration* 47(1):31-61.
- Gwebu, Thando D. 2006. "Towards a theoretical explanation of the differential urbanisation model in sub-Saharan Africa: The Botswana case." *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie* 97(4):418-33.
- Hägerstrand, T. 1957. "Migration and Area: Survey of a Sample of Swedish Migration Fields and Hypothetical Considerations on their Genesis." in *Migration in Sweden: A Symposium*, edited by D Hannerberg et al. Lund.
- Hamood, Sara. 2006. "African transit migration through Libya to Europe: the human cost." Cairo: FMRS, AUC.
- Hamro-Drotz, Dennis. 2014. *Livelihood security: Climate change, migration and conflict in the Sahel*. Geneva: UNEP.
- Hart, David M. 1981. *Dadda 'Atta and his Forty Grandsons: The Socio-Political Organisation of the Ait 'Atta of Southern Morocco*. Cambridge: Middle East & North African Studies press ltd.
- Hashim, Ismail Hussein. 2003. "Cultural and Gender Differences in Perceptions of Stressors and Coping Skills." *School Psychology International* 24(2):182-203.
- Hatton, Timothy J., and Jeffrey G. Williamson. 2003. "Demographic and Economic Pressure on Emigration out of Africa." *Scandinavian Journal of Economics* 105(3):465-86.

- Haug, Ruth. 2002. "Forced Migration, Processes of Return and Livelihood Construction among Pastoralists in Northern Sudan." *Disasters* 26(1):70-84.
- Haugen, Heidi Østbø. 2012. "Nigerians in China: A second state of immobility." *International Migration* 50(2):65-80.
- . 2013. "China's recruitment of African university students: policy efficacy and unintended outcomes." *Globalisation, Societies and Education* 11(3):315-34.
- Hearing, Liesbeth, and Rob van der Erf. 2001. "Why do People Migrate." *Statistics in Focus. Population and Social Conditions. Eurostat / European Communities* 2001(1):1-7.
- Henry, S., P. Boyle, and E. F. Lambin. 2003. "Modelling inter-provincial migration in Burkina Faso, West Africa: the role of socio-demographic and environmental factors." *Applied Geography* 23(2-3):115-36.
- Henry, S., B. Schoumaker, and C. Beauchemin. 2004. "The impact of rainfall on the first out-migration: A multi-level event-history analysis in Burkina Faso." *Population and Environment* 25(5):423-60.
- Homer-Dixon, Thomas, and Valerie Percival. 1996. *Environmental Security and Violent Conflict: Briefing Book*. Toronto: University of Toronto and American Association for the Advancement of Science.
- Horst, Cindy. 2006. *Transnational nomads : how Somalis cope with refugee life in the Dadaab camps of Kenya*. New York ; Oxford: Berghahn.
- Hsu, Jennifer Y. J., Timothy Hildebrandt, and Reza Hasmath. 2016. "'Going Out' or Staying In? The Expansion of Chinese NGOs in Africa." *Development Policy Review* 34(3):423-39.
- Infantino, Federica 2010. "La frontière au guichet. Politiques et pratiques des visas Schengen aux Consulat et à l'Ambassade d'Italie au Maroc." *Champ pénal / Penal field, nouvelle revue internationale de criminologie* VII(24 septembre 2010).
- IOM. 2017. *Mixed Migration Flows in the Mediterranean and Beyond - 2016*: Geneva.
- Jónsson, Gunvor. 2010. "The environmental factor in migration dynamics: a review of African case studies."
- Jung Park, Yoon. 2009. *Chinese Migration in Africa*. Johannesburg: South African Institute of International Affairs (SAIIA).
- King, Russell, and Ronald Skeldon. 2010. "'Mind the Gap!' Integrating Approaches to Internal and International Migration." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36(10):1619-46.
- Konneh, Augustine. 1996. "Citizenship at the margins: Status, ambiguity, and the Mandingo of Liberia." *African Studies Review* 39(2):141-54.
- Konseiga, A. 2007. "Household migration decisions as survival strategy: The case of Burkina Faso." *Journal of African Economies* 16(2):198-233.
- Kress, B. 2006. "Burkina Faso: Testing the Tradition of Circular Migration." *Migration Information Source* March.
- Kritz, M. M. 2015. "International Student Mobility and Tertiary Education Capacity in Africa." *International Migration* 53(1):29-49.
- Last, Tamara, Giorgia Mirto, Orçun Ulusoy, Ignacio Urquijo, Joke Harte, Nefeli Bami, Marta Pérez Pérez, Flor Macias Delgado, Amélie Tapella, Alexandra Michalaki, Eirini Michalitsi, Efi Latsoudi, Naya Tselepi, Marios Chatziprokopiou, and Thomas Spijkerboer. 2017. "Deaths at the borders database: evidence of deceased migrants' bodies found along the southern external borders of the European Union." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 43(5):693-712.
- Leichtman, M. A. 2005. "The legacy of transnational lives: Beyond the first generation of Lebanese in Senegal." *Ethnic and Racial Studies* 28(4):663-86.
- Lewin, Paul A., Monica Fisher, and Bruce Weber. 2012. "Do rainfall conditions push or pull rural migrants: evidence from Malawi." *Agricultural Economics* 43(2):191-204.
- Lindley, Anna. 2009. "The Early-Morning Phonecall: Remittances from a Refugee Diaspora Perspective." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 35(8):1315-34.

- . 2012. *The Early Morning Phonecall: Somali Refugees' Remittances*. New York, Oxford: Berghahn.
- Lubkemann, Stephen C. 2008. "Involuntary immobility: on a theoretical invisibility in forced migration studies." *Journal of Refugee Studies* 21(4):454-75.
- Lucas, Robert E.B., and Oded Stark. 1985. "Motivations to Remit: Evidence from Botswana." *Journal of Political Economy* 93:901-18.
- Lutterbeck, Derek. 2006. "Policing Migration in the Mediterranean." *Mediterranean Politics* 11(1):59-82.
- Mabogunje, A.L. 1970. "Systems Approach to a Theory of Rural-Urban Migration." *Geographical Analysis* 2(1):1-18.
- Manby, Bronwyn. 2016. *Citizenship Law in Africa: African Minds*.
- Manuh, Takyiwaa. 2005. *At home in the world? : international migration and development in contemporary Ghana and West Africa*. Accra, Ghana: Sub-Saharan Publishers.
- Massey, Douglas S., Joaquín Arango, Graeme Hugo, Ali Kouaouci, Adela Pellegrino, and J. Edward Taylor. 1993. "Theories of international migration: A review and appraisal." *Population and Development Review* 19(3):431-66.
- Massey, Douglas S., Nathalie Williams, William G. Axinn, and Dirgha J. Ghimire. 2010. "Community Services and Out-Migration." *International Migration* 48(3):1-41.
- McDougall, James, and Judith Scheele. 2012. *Saharan frontiers : space and mobility in Northwest Africa*. Bloomington: Indiana University Press.
- Mechlinski, Timothy. 2010. "Making Movements Possible: Transportation Workers and Mobility in West Africa." *International Migration*:no-no.
- Miller, C. 2005. "Between accommodation and resistance: Upper Egyptian migrants in Cairo." *Linguistics* 43(5):903-56.
- Miller, Mark J. 1979. "Reluctant Partnership: Foreign Workers in Franco-Algerian Relations." *Journal of International Affairs* 33(2):219-37.
- Mitchell, M. I. . 2012. "Migration, citizenship and autochthony: strategies and challenges for state-building in Côte d'Ivoire." *Journal of Contemporary African Studies* 30(2):267-87.
- Mohan, Giles, and May Tan-Mullins. 2016. "Chinese Migrants in Africa as New Agents of Development? An Analytical Framework." Pp. 174-98 in *The Power of the Chinese Dragon: Implications for African Development and Economic Growth*, edited by Spencer Henson and O. Fiona Yap. London: Palgrave Macmillan UK.
- Morris, Alan. 1998. "'Our fellow Africans make our lives hell': the lives of Congolese and Nigerians living in Johannesburg." *Ethnic and Racial Studies* 21(6):1116-36.
- Myers, Norman. 2002. "Environmental refugees: a growing phenomenon of the 21st century." *Philosophical Transactions of the Royal Society of London. Series B: Biological Sciences* 357(1420):609-13.
- Natter, Katharina. 2013. "The Formation of Morocco's Policy Towards Irregular Migration (2000-2007): Political Rationale and Policy Processes." *International Migration*:n/a-n/a.
- . 2014. *Fifty years of Maghreb emigration: How states shaped Algerian, Moroccan and Tunisian emigration* IMI/DEMIG working paper. Oxford: University of Oxford: International Migration Institute.
- Naujoks, Daniel. 2009. "Emigration, immigration, and diaspora relations in India." *Migration Information Source*.
- Ndjio, Basile. 2009. "'Shanghai Beauties' and African Desires: Migration, Trade and Chinese Prostitution in Cameroon." *The European Journal of Development Research* 21(4):606-21.
- Neocosmos, Michael. 2008. "The Politics of Fear and the Fear of Politics: Reflections on Xenophobic Violence in South Africa." *Journal of Asian and African Studies* 43(6):586-94.
- Olsson, L., L. Eklundh, and J. Ardo. 2005. "A recent greening of the Sahel--trends, patterns and potential causes." *Journal of Arid Environments* 63(3):556-66.

- Opukri, CO, and Ibaba S Ibaba. 2008. "Oil induced environmental degradation and internal population displacement in the Nigeria's Niger Delta." *Journal of Sustainable Development in Africa* 10(1):173-93.
- Oucho, John O. 1996. *Urban migrants and rural development in Kenya*: Nairobi University Press Nairobi.
- Oucho, John O, and Jonathan Crush. 2001. "Contra free movement: South Africa and the SADC migration protocols." *Africa Today* 48(3):139-58.
- Paoletti, Emanuela. 2010. *The Migration of Power and North-South Inequalities: The Case of Italy and Libya*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan
- Pelican, Michaela. 2012. "International Migration: Virtue or Vice? Perspectives from Cameroon." *Journal of Ethnic and Migration Studies*:1-21.
- Perkowski, Nina. 2016. "Deaths, Interventions, Humanitarianism and Human Rights in the Mediterranean 'Migration Crisis'." *Mediterranean Politics* 21(2):331-35.
- Pian, Anaik. 2010. "Le cadre discursif du développement : Des discours et actions politiques concrètes, aux répertoires d'action des associations de refoulés " in *IMI Working Paper 25*. Oxford: International Migration Institute.
- Pian, Anaik 2005. "Aventuriers et Commerçants Sénégalais à Casablanca : Des Parcours Entrecroisés." *Autrepart* 36(4):167-82.
- Piore, Michael J. 1979. *Birds of Passage: Migrant Labor and Industrial Societies*. . Cambridge: Cambridge University Press.
- Pliez, Olivier 2002. "Vieux reseaux et nouvelles circulations entre les deux rives du Sahara." *Revue Mediterannée* 3-4:31-40.
- . 2005. "Le Sahara libyen dans les nouvelles configurations migratoires." *Revue Européenne des Migrations Internationales* 16(3).
- Potts, Deborah. 2009. "The slowing of sub-Saharan Africa's urbanization: evidence and implications for urban livelihoods." *Environment and Urbanization* 21(1):253-59.
- Reynolds, Rachel R. 2006. "Professional Nigerian Women, Household Economy, and Immigration Decisions." *International Migration* 44(5):167-88.
- Samers, M. 1997. "The production of diaspora: Algerian emigration from colonialism to neo-colonialism (1840-1970)." *Antipode* 29(1):32-&.
- Schareika, Nikolaus. 2001. "Environmental knowledge and pastoral migration among the Wodaabe of south-eastern Niger." *Nomadic Peoples*:65-88.
- Schaub, Max L. 2012. "Lines across the desert: mobile phone use and mobility in the context of trans-Saharan migration." *Information Technology for Development* 18(2):126-44.
- Scheele, Judith. 2010. "Traders, saints, and irrigation: Reflections on Saharan connectivity." *The Journal of African History* 51(03):281-300.
- . 2012. *Smugglers and saints of the Sahara : regional connectivity in the twentieth century*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Schewel, Kerilyn. 2014. *Understanding the Aspiration to Stay: A Case Study of Young Adults in Senegal*. IMI working paper series, Oxford: International Migration Institute, University of Oxford.
- Sell, Ralph R. 1988. "Egyptian International Labor Migration and Social Processes: Toward Regional Integration." *International Migration* 22(3):87-108.
- Skeldon, Ronald. 1997. *Migration and development: A global perspective*. Essex: Longman.
- Stark, Oded. 1991. *The migration of labor*. Cambridge & Oxford: Blackwell.
- Stark, Oded, and David Levhari. 1982. "On Migration and Risk in LDCs." *Economic Development and Cultural Change* (31):191-96.
- Sullivan, Michael J. 1994. "The 1988-89 Nanjing anti-African protests: Racial nationalism or national racism?" *The China Quarterly* 138:438-57.
- Tan-Mullins, May, Frauke Urban, and Grace Mang. 2017. "Evaluating the Behaviour of Chinese Stakeholders Engaged in Large Hydropower Projects in Asia and Africa." *The China Quarterly*:1-25.

- Tegegne, A. D., and M. Penker. 2016. "Determinants of rural out-migration in Ethiopia: Who stays and who goes?" *Demographic Research* 35:1011-43.
- Terminski, Bogumil. 2013. *Development-Induced Displacement and Resettlement: Theoretical Frameworks and Current Challenges*. Geneva, Switzerland: University of Geneva.
- Thomas, Kevin J. A. 2011. "What Explains the Increasing Trend in African Emigration to the U.S.?" *International Migration Review* 45(1):3-28.
- Toma, Sorana, and Eleonora Castagnone. 2015. "What Drives Onward Mobility within Europe?: The Case of Senegalese Migration between France, Italy and Spain." *Population, English edition* 70(1):65-94.
- Van Hear, Nicholas. 2014. "Reconsidering Migration and Class." *International Migration Review* 48:S100-S21.
- Van Hear, Nicholas 1998. "New diasporas: the mass exodus, dispersal and regrouping of migrant communities ". London, Seattle: University College London Press and University of Washington Press
- Vigneswaran, Darshan, and Joel Quirk (Eds.). 2015. *Mobility makes states: migration and power in Africa*: University of Pennsylvania Press.
- Waithanji, Elizabeth Muthoni. 2008. *Gendered impacts of sedentarization of nomads on the Somali community in Mandera Central division of northeastern Kenya*: Clark University.
- Warmerdam, Ward, and Meine Pieter Van Dijk. 2016. "Chinese traders in Kampala: status, challenges, and impact on Ugandan society." *African Studies Quarterly* 16(3/4):129.
- Williams, Nathalie. 2009. "Education, gender, and migration in the context of social change." *Social Science Research* 38(4):883-96.
- Witsenburg, Karen M., and Wario R. Adano. 2009. "Of Rain and Raids: Violent Livestock Raiding in Northern Kenya." *Civil Wars* 11(4):514-38.
- Wouterse, F., and J. E. Taylor. 2008. "Migration and income diversification: Evidence from Burkina Faso." *World Development* 36(4):625-40.
- Wouterse, F., and M. Van den Berg. 2011. "Heterogeneous migration flows from the Central Plateau of Burkina Faso: the role of natural and social capital." *Geographical Journal* 177:357-66.
- Zelinsky, Z. 1971. "The Hypothesis of the Mobility Transition." *Geographical Review* 61(2):219-49.
- Zohry, A., and B. Harrell-Bond. 2003. "Contemporary Egyptian Migration: An Overview of Voluntary and Forced Migration " in *Working paper C3*. Sussex: University of Sussex, Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty.
- Zolberg, Aristide. R., Astri Suhrke, and Sergio Aguayo. 1989. *Escape from Violence*. Oxford and New York: Oxford University Press.